



Veille européenne

Bulletin n°18 : Août-Septembre 2017

Sommaire

| | |
|---|---|
| FISCALITE | 5 |
| PANAMA PAPERS | 5 |
| 26 septembre 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale | 5 |
| ○ Audition | 5 |
| PRIORITES DE LA PRESIDENCE ET DE LA COMMISSION | 5 |
| 25 septembre 2017 – Conseil des Affaires générales | 5 |
| ○ Priorités | 5 |
| 25 septembre 2017 – Conseil des Affaires générales | 5 |
| ○ Programme de travail 2018 | 5 |
| FISCALITE DU NUMERIQUE | 6 |
| 29 septembre 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l’UE | 6 |
| ○ Sommet du numérique de Tallinn | 6 |
| 21 septembre 2017 – Commission européenne | 6 |
| ○ Communication | 6 |
| 15-16 septembre 2017 – Conseil informel des Affaires économiques | 6 |
| ○ Réunion | 6 |
| 14 septembre 2017 – Organisation de Coopération et de Développement Economique | 6 |
| ○ Audition | 6 |
| 9 septembre 2017 – France, Allemagne, Italie et Espagne | 7 |
| ○ Demande | 7 |
| TVA | 7 |
| 28 septembre 2017 – Commission européenne | 7 |
| ○ Etude | 7 |

| | |
|---|-----------|
| DONNEES PERSONNELLES | 8 |
| ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD) . 8 | |
| 27 septembre 2017 - Groupe européen des autorités de protection des données (G29)..... | 8 |
| ○ Plénière d'octobre..... | 8 |
| 27 septembre 2017 – Conseil national du numérique..... | 8 |
| ○ Communiqué..... | 8 |
| 25 septembre 2017 - Groupe européen des autorités de protection des données (G29)..... | 8 |
| ○ Présidente | 8 |
| 18 septembre 2017 – Privacy Shield..... | 8 |
| ○ Révision annuelle de l'accord..... | 8 |
| 18 septembre 2017 – Secteur privé..... | 9 |
| ○ Positions | 9 |
| 1 septembre 2017 – Groupe de travail du Conseil sur la protection des données personnelles | 9 |
| ○ Réunion | 9 |
| 21 août 2017 – Contrôleur européen de la protection des données | 9 |
| ○ Interview | 9 |
| REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES | 9 |
| 20 septembre 2017 – Cnil | 9 |
| ○ Consultation | 9 |
| LIBRE CIRCULATION DES DONNEES | 10 |
| 13 septembre 2017 – Commission européenne | 10 |
| ○ Publication de la proposition de règlement..... | 10 |
| RETENTION DES DONNEES | 10 |
| 21 août 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l'UE..... | 10 |
| ○ Consultation | 10 |
| MARCHE INTERIEUR..... | 11 |

| | |
|--|-----------|
| PAQUET SUR LES SERVICES | 11 |
| 21 août 2017 – Commission parlementaire du Marché intérieur | 11 |
| ○ Amendements | 11 |
| COMMERCE TRANSFRONTALIER ET INTERNATIONAL | 11 |
| 20 septembre 2017 – Commission européenne | 11 |
| ○ Point de contact frontalier. | 11 |
| 17 août 2017 – Eurostat | 11 |
| ○ Communiqué | 11 |
| NUMERIQUE | 11 |
| 29 septembre 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l’UE..... | 11 |
| ○ Sommet du numérique de Tallinn..... | 12 |
| 29 septembre 2017 – Président de la Commission européenne | 12 |
| ○ Sommet du numérique | 12 |
| EMPLOI | 13 |
| TRAVAILLEURS DETACHES | 13 |
| 29 septembre 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l’UE..... | 13 |
| ○ Projet de compromis..... | 13 |
| 28 septembre 2017 - Commission parlementaire de l’Emploi | 13 |
| ○ Report..... | 13 |
| 30 août 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l’UE | 13 |
| ○ Projet de compromis..... | 13 |
| PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX | 13 |
| 25 septembre 2017 – Commission européenne | 13 |
| ○ Discussions | 13 |
| CHOMAGE | 14 |
| 13 septembre 2017 – Eurostat..... | 14 |

| | |
|---|-----------|
| ○ Communiqué..... | 14 |
| 31 août 2017 – Eurostat..... | 14 |
| ○ Communiqué..... | 14 |
| PRIX DES INNOVATRICES..... | 14 |
| 5 septembre 2017 – Commission européenne..... | 14 |
| ○ 5 ^e Prix..... | 14 |
| G7 EMPLOI..... | 15 |
| 29 et 30 septembre 2017 – Commission européenne..... | 15 |
| ○ Participation..... | 15 |

FISCALITE

PANAMA PAPERS

26 septembre 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale

- Audition

Les députés de la commission d’enquête sur les Panama Papers ont assisté à une audition intitulée « Planification fiscale : est-ce que les footballeurs professionnels et les entreprises violent le droit européen ? ». Cette audition, suscitée par les révélations sur les dessous du milieu du football, a accueilli des représentants de la FIFA, de l’UEFA et de l’association des agents du football européen. Les questions ont porté sur la transparence du marché du transfert de joueurs, le financement des clubs européens et les droits des joueurs. La seconde partie de l’audition a porté sur les stratégies de planification fiscale et a accueilli des représentants de BASF.

PRIORITES DE LA PRESIDENCE ET DE LA COMMISSION

25 septembre 2017 – Conseil des Affaires générales

- Priorités

La présidence estonienne a présenté les [priorités](#) de son mandat qui prendra fin le 31 décembre 2017. En ce qui relève du marché intérieur, la présidence espère pouvoir entamer les discussions sur la réforme du droit des entreprises qui devrait être lancée à l’automne 2017 afin de moderniser les règles sur la mobilité transfrontière des entreprises et à renforcer leur numérisation. La présidence veut faire avancer les discussions sur le paquet des services (procédure de notification, tests de proportionnalité). Les Estoniens espèrent aboutir à un accord au Conseil sur l’introduction d’une carte électronique pour les services. Les discussions sur le portail unique du numérique, grâce auquel les citoyens et les entreprises auraient un accès transfrontière aux informations sur des procédures et des services clés, sont également une priorité de leur mandat. La présidence s’engage enfin à promouvoir la prise en compte de la politique industrielle dans les initiatives stratégiques européennes.

25 septembre 2017 – Conseil des Affaires générales

- Programme de travail 2018

En amont de la présentation en octobre par la Commission de son programme de travail 2018, le Conseil a procédé à un échange de vues sur la [lettre d’intention](#) de la Commission qui en présentait un projet. La discussion visait à fournir à la Commission des indications générales sur les priorités des Etats. Lorsque le programme de travail sera publié, le Conseil, le Parlement et la Commission adopteront d’ici la fin de l’année une déclaration commune sur les priorités pour 2018.

FISCALITE DU NUMERIQUE

29 septembre 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l’UE

- Sommet du numérique de Tallinn

A l’occasion du Sommet européen organisé par la présidence estonienne du Conseil de l’UE, les Etats ont débattu de la proposition française de taxer les géants du numérique alors que le sujet n’était pas à l’ordre du jour. L’Allemagne, l’Espagne, l’Italie et la France sont déterminées à taxer le chiffre d’affaires des grandes entreprises du numérique et seraient soutenus par 19 pays. Les autres Etats sont réticents : les Irlandais et les Luxembourgeois sont vent debout contre cette proposition et ils sont soutenus par les Chypriotes et les Maltais. Le Sommet a permis de lever le tabou de la coopération renforcée, un mécanisme qui permet à un minimum de neuf États d’avancer sans les autres sur un sujet déterminé.

21 septembre 2017 – Commission européenne

- Communication

La Commission a publié une [communication](#) sur la fiscalité du numérique. Elle constate que le secteur numérique paye moins de la moitié des impôts de ses concurrents traditionnels. En l’absence d’accord international, la Commission est ouverte à des solutions à court terme comme une « taxe d’égalisation » sur le chiffre d’affaires, inspirée par la France, ou sur les revenus publicitaires. Cette taxe d’égalisation serait appliquée lorsque le revenu est insuffisamment taxé. À long terme, la notion « d’établissement permanent » devrait être redéfinie. La communication fera l’objet d’une discussion entre États à Tallinn le 29 septembre.

15-16 septembre 2017 – Conseil informel des Affaires économiques

- Réunion

Les ministres des Finances se sont réunis à Tallinn les 15 et 16 septembre. Ils se sont entendus pour progresser rapidement sur la taxation des entreprises numériques et parvenir à une position commune au Conseil Ecofin en décembre [a indiqué](#) la présidence estonienne. Huit pays sont plus réservés et l’Irlande est ouvertement hostile. Une [dizaine d’Etats](#) a signé la proposition, lancée par la France, de taxer les entreprises du numérique sur leur chiffre d’affaires plutôt que sur leurs profits.

14 septembre 2017 – Organisation de Coopération et de Développement Economique

- Audition

[Auditionné](#) en commission des Finances de l’Assemblée nationale, le président du Centre de politique et d’administration fiscale de l’OCDE, Pascal Saint-Amans, a réagi à l’initiative menée par la France visant à taxer les entreprises numériques sur leur chiffre d’affaires national. Affirmant que les « taxes sur le chiffre d’affaires sont bêtes », car cela mène à taxer des entreprises qui font des pertes, il plaide pour une action globale qui passerait sans doute par la création d’une sorte d’établissement stable

numérique et de nouvelles règles d'allocation des profits. Il a annoncé que l'Allemagne souhaitait en faire un point important lors du G20 qui aura lieu le 13 octobre prochain.

9 septembre 2017 – France, Allemagne, Italie et Espagne

- Demande

La France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne demandent à la Commission de s'attaquer à la fiscalité du numérique. Les quatre pays veulent que les entreprises numériques soient soumises à un impôt sur leur chiffre d'affaires national plutôt que sur leurs profits. Cet impôt pourrait se situer entre 2 et 5 % du chiffre d'affaires et serait appliqué dans l'ensemble des États membres de l'UE et pas uniquement dans la zone euro. Ce projet sera présenté lors du Conseil informel des ministres de l'Économie et des Finances de mi-septembre. La France espère que la Commission proposera une directive qui pourrait être adoptée dès 2018. Les législations liées à la fiscalité sont adoptées à l'unanimité au Conseil.

TVA

28 septembre 2017 – Commission européenne

- Etude

Une [étude](#) réalisée pour la Commission européenne révèle que les États européens ont perdu 152 milliards d'euros de revenus de TVA en 2015. Bien que les chiffres s'améliorent au niveau européen, la collecte de la TVA dans les États membres est très variable, les plus grands écarts se situant en Roumanie, en Slovaquie et en Grèce. A l'inverse, les meilleurs collecteurs de TVA sont l'Espagne et la Croatie. Le Commissaire en charge de la Fiscalité, Pierre Moscovici, a déclaré que les États ne devraient pas accepter de telles pertes de revenu et que la Commission ferait cet automne des propositions pour réformer les règles européennes de TVA qui datent de 1993.

DONNEES PERSONNELLES

ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)

27 septembre 2017 - Groupe européen des autorités de protection des données (G29)

- Plénière d'octobre

Lors de la plénière du G29 qui aura lieu les 3 et 4 octobre, la délégation partie aux États-Unis pour la révision conjointe annuelle du Privacy Shield fera un compte rendu au reste de l'assemblée des autorités européennes de protection des données. Les groupes de travail en charge de l'accord transatlantique de flux de données réfléchiront ensuite à une position. La Commission européenne prévoit de publier son rapport mi-octobre. Le G29 pourrait publier en décembre un rapport sur la révision du Privacy Shield.

27 septembre 2017 – Conseil national du numérique

- Communiqué

Le Conseil national du numérique veut que le Privacy Shield soit renégocié. L'organe consultatif [estime](#) que les garanties contre la collecte massive de données sont inexistantes alors que l'accord encadrant les flux de données entre l'UE et les États-Unis est en train d'être révisé. Les positions de l'administration Trump sur la protection des données l'inquiètent aussi. Fustigeant une asymétrie entre l'UE et les États-Unis sur les flux de données, le Conseil national du numérique appelle à négocier un nouvel accord plus robuste juridiquement, à la faveur de l'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données

25 septembre 2017 - Groupe européen des autorités de protection des données (G29)

- Présidente

La Présidente de la Cnil et du G29, Isabelle Falque-Pierrotin, [va prendre la tête](#) de la conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée (International Conference of Data Protection and Privacy Commissioners). Elle faisait déjà partie du comité exécutif. Isabelle Falque-Pierrotin va succéder au néo-zélandais John Edwards.

18 septembre 2017 – Privacy Shield

- Révision annuelle de l'accord

La révision annuelle conjointe de l'accord commence le 18 septembre à Washington. La Maison Blanche [a déclaré](#) être engagée dans la réussite de l'accord.

18 septembre 2017 – Secteur privé

- Positions

A l'occasion de la révision de l'accord transatlantique de flux de données qui commence le 18 septembre à Washington, plusieurs entreprises ont fait part de leur position sur le Privacy Shield. Le directeur général de Business Software Alliance a déclaré être optimiste même si l'Ombudsperson n'a pas encore été officiellement nommé car il pense que tous les postes seront pourvus d'ici l'été prochain. IBM pense que le succès de cette révision bénéficiera aux économies européenne et américaine. Le vice-président de l'association européenne représentant les plateformes, CCIA, a indiqué que des millions de PME dépendaient du Privacy Shield pour leurs transferts de données.

1 septembre 2017 – Groupe de travail du Conseil sur la protection des données personnelles

- Réunion

La révision du Privacy Shield était à l'ordre du jour de la première réunion de rentrée du groupe de travail du Conseil sur la protection des données personnelles. La Commission a informé les représentants des Etats membres des objectifs et les méthodes de la révision.

21 août 2017 – Contrôleur européen de la protection des données

- Interview

Le contrôleur européen de la protection des données, Giovanni Buttarelli, estime que l'accord transatlantique de flux de données devrait être un instrument intérimaire dans l'attente de quelque chose de plus robuste. Le contrôleur s'est souvent montré sceptique à l'égard du Privacy Shield, par exemple dans son [avis](#) de mai 2016, car il protégerait insuffisamment les données personnelles des Européens.

REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES

20 septembre 2017 – Cnil

- Consultation

L'autorité française en charge de la protection des données personnelles lance une [consultation](#) sur les transferts internationaux de données et la transparence de l'information fournie aux personnes sur l'utilisation des données personnelles. Ouverte jusqu'au 19 octobre, elle alimentera la réflexion du G29 concernant de nouvelles lignes directrices.

LIBRE CIRCULATION DES DONNEES

13 septembre 2017 – Commission européenne

- Publication de la proposition de règlement

La Commission européenne a publié une [proposition de règlement](#) sur la libre circulation des données non personnelles. Attendue depuis presque un an par l'industrie, une partie des Etats membres (Pologne, Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni) et le Parlement européen, la proposition interdit les obligations de localisation des données dans un Etat. La seule exception concerne la sécurité publique. L'accès transfrontalier aux données doit être garanti pour les autorités.

RETENTION DES DONNEES

21 août 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l'UE

- Consultation

La présidence estonienne du Conseil interroge les États sur la rétention des données. Elle leur a en particulier [posé des questions](#) sur les données auxquelles les autorités nationales peuvent accéder, leur demandant si ces données sont suffisantes pour la prévention et la sanction des activités criminelles. Le texte confirme que plusieurs États, qui ne sont pas cités, souhaitent que la rétention des données soit rendue possible en introduisant des dispositions dans la proposition de règlement sur la protection de la vie privée dans les communications électroniques, texte actuellement en négociation. La Commission européenne s'est toujours prononcée contre cette idée.

MARCHE INTERIEUR

PAQUET SUR LES SERVICES

21 août 2017 – Commission parlementaire du Marché intérieur

- Amendements

Les [amendements](#) sur le [projet de rapport](#) du député allemand de centre-droit Andreas Schwab ont été publiés. Ils sont au nombre de 333 et seront examinés le 11 octobre prochain en commission du Marché intérieur. Pour rappel, la [proposition de directive](#) porte sur un test de proportionnalité que les Etats doivent effectuer avant de modifier ou d'introduire des professions réglementées.

COMMERCE TRANSFRONTALIER ET INTERNATIONAL

20 septembre 2017 – Commission européenne

- Point de contact frontalier.

La Commission européenne a [lancé](#) un « point de contact frontalier » qui aidera les régions frontalières à mieux coopérer. Il vise à faciliter les activités commerciales transfrontalière, à rendre plus aisé l'accès à l'emploi et à améliorer les services tels que les soins de santé et les systèmes de transports publics. Le point de contact frontalier sera composé d'experts de la Commission spécialisés dans les questions transfrontalières, qui prodigueront des conseils aux autorités nationales et régionales par la collecte et l'échange de bonnes pratiques au travers d'un nouveau réseau en ligne créé à l'échelle de l'Union. Ce point de contact transfrontalier sera opérationnel à partir de janvier 2018.

17 août 2017 – Eurostat

- Communiqué

L'office de statistique européen Eurostat a [constaté](#) que les exportations de biens de la zone euro vers le reste du monde se sont établies à 187,2 milliards d'euros, en hausse de 3,9% par rapport à juin 2016. Les importations depuis le reste du monde ont quant à elles été de 160,7 milliards d'euros, en hausse de 6,2% par rapport à juin 2016. En conséquence, la zone euro a enregistré en juin 2017 un excédent de 26,6 milliards d'euros de son commerce international de biens avec le reste du monde (il était de 28,9 milliards l'année dernière).

NUMERIQUE

29 septembre 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l'UE

- Sommet du numérique de Tallinn

A l'occasion du Sommet européen de Tallinn consacré au numérique, le Premier ministre estonien, Jüri Ratas, a relevé cinq priorités. [Dans ses conclusions préliminaires](#), il met l'accent sur l'e-gouvernement, la cybersécurité, l'importance de favoriser l'innovation, les compétences numériques et l'investissement dans les infrastructures. Ces conclusions sont une succession de grands principes plus que des mesures concrètes.

29 septembre 2017 – Président de la Commission européenne

- Sommet du numérique

Le Président Jean-Claude Juncker a fustigé le manque de progrès du Parlement et du Conseil sur la mise en œuvre du marché intérieur du numérique. Il a rappelé que la Commission avait présenté 43 initiatives depuis le début de son mandat en 2014 et que seules 6 propositions législatives ont été adoptées à ce jour. Il a souligné qu'il attendait de ce Sommet que les Etats s'engagent à conclure les négociations de tous les textes sur la table en 2018. Le Vice-Président en charge du numérique, Andrus Ansip, avait lancé un appel similaire avant que le Sommet commence.

EMPLOI

TRAVAILLEURS DETACHES

29 septembre 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l’UE

- Projet de compromis

La présidence estonienne a présenté un nouveau projet de compromis. Il modifie et précise la notion de rémunération et autres indemnités. Les éléments les plus controversés, comme le détachement à long-terme ou le transport routier, seront tranchés dans les prochaines semaines au niveau des représentants des Etats ou au niveau des ministres lors de leur réunion du 23 octobre prochain.

28 septembre 2017 - Commission parlementaire de l’Emploi

- Report

Le vote sur le [projet de rapport](#) de la Française de centre-droite Elisabeth Morin-Chartier et de la Néerlandaise socialiste Agnes Jongerius, initialement prévu pour juillet puis septembre, a de nouveau été reporté. Il devrait avoir lieu à l’automne.

30 août 2017 – Présidence estonienne du Conseil de l’UE

- Projet de compromis

La présidence estonienne a présenté un projet de compromis. Si la présidence estonienne défend une approche constructive, elle introduit des dispositions plutôt moins protectrices pour les travailleurs détachés que celles prévues dans le compromis maltais présenté en juin. La présidence de l’UE ajoute aussi deux exceptions à l’application du droit national après la période limite de 24 mois de détachement : en plus des règles en matière de rupture de contrat, ce sont les congés familiaux et les clauses de non-concurrence locaux qui ne s’appliqueraient pas. Ces mesures ne vont pas dans le sens des propositions de la France défendues lors du Conseil de l’Emploi du 15 juin car elle défend un détachement de 12 mois, la consolidation de l’application du statut au transport routier, et la création d’un mécanisme de coopération efficace entre Etats sur les contrôles.

PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX

25 septembre 2017 – Commission européenne

- Discussions

La Commission européenne continue les discussions avec les syndicats et les organisations patronales au niveau européen pour moderniser les règles sur les contrats afin de les rendre plus justes et plus

prédictibles pour tout type de travailleurs. La Commission souhaite élargir le champ d'application de la [directive](#) « déclaration écrite » qui date de 1991 en vue de l'étendre aux nouvelles formes d'emploi et de mieux informer les travailleurs, en particulier en ce qui concerne leurs droits. Les syndicats et les organisations patronales ont jusqu'au 3 novembre pour faire entendre leur position. La Commission devrait présenter une proposition législative d'ici la fin de l'année.

CHOMAGE

13 septembre 2017 – Eurostat

- Communiqué

L'office européen de statistiques a publié [des chiffres](#) sur l'emploi. Celui-ci est en hausse de 0,4% dans la zone euro et dans l'UE à 28 Etats membres entre le premier et le deuxième trimestre 2017. Selon les estimations d'Eurostat, 235,4 millions d'hommes et de femmes avaient un emploi dans l'UE28 au deuxième trimestre 2017, dont 155,6 millions dans la zone euro. Il s'agit des plus hauts niveaux jamais enregistrés dans les deux zones.

31 août 2017 – Eurostat

- Communiqué

L'office européen de statistiques a publié [des chiffres](#) sur le chômage qui s'établit à 9,1% dans la zone euro en juillet 2017. Il est stable par rapport à juin 2017 et en baisse par rapport au taux de 10,0% de juillet 2016. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis février 2009. Dans l'UE à 28 Etats membres, le taux de chômage est également en baisse et s'établit à 7,7% en juillet 2017 (contre 8,5% en juillet 2016). C'est également le taux le plus enregistré depuis décembre 2008.

PRIX DES INNOVATRICES

5 septembre 2017 – Commission européenne

- 5^e Prix

La Commission a lancé la [cinquième édition](#) du Prix des innovateurs féminins qui récompense celles qui ont réussi à lancer leurs innovations sur le marché. Le Commissaire à la Recherche Carlos Moedas a déclaré que ce Prix permettait d'attirer la reconnaissance publique sur les femmes entrepreneurs. Celles-ci ont jusqu'au 15 novembre pour s'inscrire et peuvent recevoir jusqu'à 100 000 euros de récompense. Les vainqueurs seront annoncés le 8 mars 2018.

G7 EMPLOI

29 et 30 septembre 2017 – Commission européenne

- Participation

La Commissaire en charge de l'Emploi, Marianne Thyssen, a participé à la réunion du G7 des ministres de l'Emploi qui s'est déroulée les 29 et 30 septembre à Turin. Cette rencontre s'est focalisée sur le plan d'action pour l'innovation, l'emploi et les compétences que les dirigeants du G7 ont adopté en mai dernier à Taormina. L'objectif de cette réunion était que ces sept Etats s'engagent dans les domaines des compétences, du droit du travail, de la protection sociale et du dialogue social.